Département d'Ille-et-Vilaine Arrondissement de Saint-Malo

Envoyé en préfecture le 24/04/2024 Reçu en préfecture le 24/04/2024

Publié le

ID: 035-213501729-20240423-D2024042306-DE

Commune de Meillac

19

02 99 73 02 25 - mairie.meillac@orange.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 23 AVRIL 2024

NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE

Date de la convocation : 17 avril 2024 ; Date d'affichage : 17 avril 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-trois avril à dix-neuf heures trente, en session ordinaire, le Conseil municipal de MEILLAC légalement convoqué suivant l'article L.2121-11 du Code Général des Collectivités territoriales, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Georges DUMAS, Maire. PRESENTS: M. DUMAS Georges, Mme LEGAULT-DENISOT Sarah, M. RAMBERT Bruno, Mme SAMSON Maryline, M. AFCHAIN Yves, Mme REDOUTE Jacqueline, M. BRIVOT Emmanuel, Mme COUVERT Laëtitia (arrivée avant la présentation de la délibération n°2024-04-23-05), M. DRAGON Jean-Yves, Mme GUELET Maude, M. GORON Eric, M. GUILLARD Philippe, M. LEMOULT Nicolas (départ prévu à 20h30 lors de la délibération n°2024-04-23-06), Mme LOURDIN Gwenaëlle (arrivée après l'approbation du procès-verbal de la séance du 26/03/24), M. MENARD Sylvain, M. PONCELET Michel, Mme RABOLION Karine. ABSENTS EXCUSES: Mme COUVERT Laëtitia (absente jusqu'à la délibération n°2024-04-23-05); M. LEMOULT Nicolas donnant pouvoir à Mme COUVERT Laëtitia (au cours de la présentation de la délibération n°2024-04-23-06). ABSENTES: Mme BESNARD Sandrine, Mme JEULAND Marina. Secrétaire de séance: Mme GUELET Maude.

DELIBERATION 2024-04-23-06 : Avis sur le projet arrêté de Plan local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-15 et R.153-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communauté de communes Bretagne romantique,

Vu la délibération du Conseil communautaire 2018-05-DELA-70 du 31 mai 2018 prescrivant l'élaboration du PLUi, précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation,

Vu la délibération du Conseil communautaire 2021-05-DELA-66 du 27 mai 2021 portant débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI),

Vu la délibération du Conseil communautaire 2023-03-DELA-35 du 30 mars 2023 portant débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) - Compléments à la suite des observations des Personnes Publiques Associées (PPA),

Vu la délibération du Conseil communautaire 2023-11-DELA-129 du 30 novembre 2023 portant débat n°3 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Vu la délibération du Conseil communautaire 2024-02-DELA-19 du 29 février 2024 portant arrêt de projet de PLUi et bilan de la concertation,

Vu le projet de PLUi arrêté et notifié aux communes et notamment les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et dispositions réglementaires,

La Communauté de Communes Bretagne Romantique (CCBR) a engagé l'élaboration du PLU intercommunal par délibération du 31 mai 2018. Ce document d'urbanisme à l'échelle intercommunale permet d'avoir une vision globale et cohérente du territoire de demain par la définition d'une stratégie d'aménagement commune et partagée.

L'ensemble des 25 communes a été pleinement associé à l'élaboration du document, notamment au travers du Comité de Pilotage comprenant 2 élus référents de chaque commune. Ceux-ci ont siégé au sein de groupes de travail thématiques et sectoriels et ont assuré le lien entre l'échelle communale et intercommunale.

Le travail d'élaboration du PLUi, malgré un contexte contraint (crise sanitaire, évolutions législatives, etc.), a abouti à la définition des orientations du Projet d'Aménagement et de

Département d'Ille-et-Vilaine Arrondissement de Saint-Malo

Envoyé en préfecture le 24/04/2024 Reçu en préfecture le 24/04/2024

Publié le

ID: 035-213501729-20240423-D2024042306-DE

Développement Durables (PADD), expression du projet politique porté par les élus. Celles-ci sont déclinées en trois axes :

AXE 1: UN TERRITOIRE RURAL ATTRACTIF, ORGANISE ET SOLIDAIRE

- <u>Orientation 1</u>: L'affirmation du rôle de la Bretagne romantique dans un territoire élargi et attractif;
- <u>Orientation 2</u>: Les communes comme moteur du projet et lieux de concrétisation des objectifs communautaires ;
- <u>Orientation 3</u>: Le confortement des agglomérations tout en maintenant la diversité des lieux de vies.

AXE 2: UN TERRITOIRE DE QUALITE

- <u>Orientation 4</u>: La pérennité du cadre de vie et du bien-être local ;
- <u>Orientation 5</u>: Le renforcement des espaces de nature et la mise en valeur des ressources locales;
- Orientation 6: L'animation des centres-villes et des centres-bourgs;
- <u>Orientation 7</u>: La diversité et la qualité de l'habitat ;
- Orientation 8 : L'optimisation et la qualité des sites et espaces d'activités.

AXE 3: UN TERRITOIRE EQUILIBRE

- <u>Orientation 9</u>: Une stratégie de développement économique au service des actifs et des habitants :
- <u>Orientation 10</u>: Des réponses aux besoins de déplacements externes et internes au territoire;
- <u>Orientation 11</u>: La cohérence entre le développement résidentiel et la capacité d'accueil du territoire.

Pour permette la mise en œuvre de ces 3 axes, ces objectifs sont déclinés dans l'ensemble des pièces constitutives du PLUi (rapport de présentation, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation sectorielles et thématiques, annexe).

Le projet de PLUi a été arrêté par délibération du conseil communautaire de la CCBR le 29 février 2024. Cette phase permet d'acter le fait que les documents constituant le PLUi sont désormais stabilisés. Ils sont à présents soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées et à l'ensemble des communes. C'est dans ce cadre que la CCBR sollicite l'avis de la commune de Meillac sur le projet de PLUi. En effet, en application des articles L.153-15 et R.153-5 du Code de l'urbanisme, les communes ont la possibilité d'émettre leur avis sur le projet de PLUi arrêté dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet de PLUi.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés émet un avis favorable sous réserve que soient prises en compte les modifications suivantes concernant l'orientation d'aménagement et de programmation sectorielle de Bénazé Nord:

- indiquer une production de 12 logements minimum ;
- retirer de la parcelle la végétation située au Sud qui sera à conserver mais située sur la parcelle voisine :
- indiquer la conservation d'un arbre sur la partie Nord de la parcelle ;
- retirer la mention de la liaison douce à créer car techniquement impossible.

POUR EXTRAIT CONFORME, Le Maire, Georges DUMAS SIGNE le 24/04/2024